

Monsieur l'Orateur, le 24 mars, soit trois mois plus tard, le député de Montréal-Bourassa (M. Trudel) déclarait devant une chambre de commerce ce qui suit:

L'inflation est sur le point d'être vaincue.

Le premier ministre, il y a trois mois, disait: «L'inflation n'existe plus, elle est vaincue.» Un de ses collègues a dit, à Montréal, hier soir: Nous sommes sur le point de vaincre l'inflation.

Le Gouverneur de la Banque du Canada a dit, il y a quelques jours: L'inflation sera pire dans quelques mois que l'an dernier. Par ailleurs, M. John Young a dit, lui: Je ne suis pas responsable du taux élevé du chômage au pays. Mais qui est responsable? Il blâme le gouvernement du taux élevé de chômage au Canada. Le gouvernement est responsable. Je suis de son avis, mais que le gouvernement prenne des mesures pour combattre le chômage de façon efficace.

Tantôt, le ministre des Finances (M. Benson) disait: Il est facile de critiquer, mais moins facile de proposer.

Or, nous venons d'entendre une proposition de l'honorable député d'York-Sud (M. Lewis) sur le plein emploi. Où employer les 675,000 chômeurs et les 1,800,000 jeunes étudiants, cet été? A la fabrication de chaussures, de vêtements, de la nourriture.

On a présenté un bill, récemment, visant la mise en marché des produits agricoles, sous prétexte qu'on convaincrat les cultivateurs qu'une mise en marché assurée par un organisme du gouvernement, ou une commission gouvernementale, faciliterait l'écoulement de leurs produits.

Nous sommes en faveur de la mise en marché, mais quand bien même nous encombrerions les magasins de toutes sortes de produits, si les consommateurs canadiens n'ont pas le pouvoir d'achat pour acheter ce qui a été mis en marché, ces produits ne trouveront pas preneurs et les consommateurs n'auront aucune satisfaction. C'est qu'on considère leur problème du mauvais côté. On essaie de solutionner ce qui l'est déjà. Il n'y a pas de problème de production au Canada. Cela est clair. Le problème en est tout simplement un de consommation.

• (4.10 p.m.)

Voilà tout le problème. Au lieu de veiller à financer la consommation, on présente des projets de loi visant à financer la production, et ce, alors qu'on ne réussit pas à consommer ce qui est déjà produit, parce qu'on ne dispose pas du pouvoir d'achat nécessaire.

Monsieur l'Orateur, nous demandons depuis longtemps au gouvernement d'adopter une loi visant à obliger la Banque du Canada, M. Rasminsky et ses «helpers», comme on dit «en français», de se mettre au service de chacune des provinces, afin de faire des provinces canadiennes une famille forte. Ainsi disparaîtront les conflits entre l'Ontario et le Québec, au sujet des poulets; entre le Manitoba et le Québec, au sujet des œufs; entre l'Ouest et l'Est, au sujet de l'aide consentie à l'agriculture.

Monsieur l'Orateur, si la Banque du Canada était obligée de financer, par des prêts sans intérêt, les provinces, les municipalités et les commissions scolaires, on solutionnerait bien des problèmes. Mais quand le Ralliement créditiste préconise de tels prêts, sans intérêt, on le couvre de ridicule.

L'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) vient de rentrer d'Afrique. Je l'entendais, l'autre soir, nous dire à la télévision, à la demande d'un journaliste, qu'il avait consenti là-bas, au nom du gouvernement canadien, des prêts dépassant 20 millions de dollars, sans intérêt, pour des périodes de 50 ans, plus 10 années de grâce, soit 60 ans, et que cela rendrait service à l'Inde, au Congo et à tous les pays d'Europe.

Monsieur l'Orateur, l'honorable ministre répondait aux journalistes: Vous comprenez, les crédits que nous leur accordons leur permettent d'acheter des produits au Canada, et cela crée des emplois pour les Canadiens. Voilà une réponse intelligente pour un ministre! Je comprends que si l'on achète au Canada, cela créera des emplois au Canada, et nous n'avons d'ailleurs aucune objection à aider ces pays. Seulement, est-ce que nos provinces, avec des crédits semblables, n'emploieraient pas des produits canadiens et de la main-d'œuvre canadienne? Est-ce que nos municipalités n'aideraient pas à créer des emplois, en donnant suite à des projets qu'elles ont déjà en vue? Mais non! On paralyse leurs mouvements parce que, justement, on n'a pas d'argent. On va jusqu'à obliger le premier ministre d'une province, comme l'a fait celui du Québec, la semaine dernière, à aller s'agenouiller à New York pour demander aux Américains: Venez donc investir vos fonds au Québec.

Mais on ne transportera pas d'argent américain au Canada. Il s'agit d'une question de chiffres. Or, nous ne sommes pas assez intelligents pour les «faire», nos chiffres, par l'entremise de la Banque du Canada, en vue de financer le Québec, l'Alberta, l'Ontario et le Manitoba. Pourquoi? Pourquoi les chiffres américains ont-ils tellement plus de puissance que ceux faits par nos responsables canadiens, basés sur le travail de nos Canadiens?

Alors, on nous parlera du commerce international. Qu'est-ce qui intéresse les Américains? Savoir de quelle façon est fait l'argent canadien? Savoir quelle effigie orne le billet d'un dollar, de vingt dollars ou de cent dollars? Dans certains États du Sud des États-Unis, on n'accepte même pas l'argent canadien. On pense qu'il s'agit d'argent mexicain. On ne sait pas ce que c'est. Même les distributrices de cigarettes n'accepteraient pas les pièces canadiennes de 25c. de l'honorable ministre de l'Expansion économique régionale (M. Marchand). Elles les lancent à la figure des gens.

Je prétends—et nous, du Ralliement créditiste, le répétons depuis longtemps—que nous devrions tenter l'expérience! Au lieu de se faire dominer par M. Rasminsky, dictons-lui la politique financière que nous voulons. Des tas de choses sont à faire au Canada. Nous manquerions de main-d'œuvre, si les provinces pouvaient s'administrer comme elles l'entendent. Nous n'entendrions pas dire, d'une province à l'autre: Nous payons des taxes en Colombie-Britannique pour verser des paiements de péréquation à la province de Québec. On soulève les Anglais contre les Français, les hommes d'affaires de l'Ouest contre ceux de l'Est. Nous n'entendrions pas les cultivateurs de l'Ouest dire: Si nous n'avons pas assez d'argent pour notre blé, c'est parce que, dans l'Est, on donne trop! Dans l'Est, nous entendons exactement les mêmes propos.

Je suis convaincu, monsieur l'Orateur, qu'avec une politique de prêts sans intérêt, comme ceux que nous consentons à l'Afrique, à l'Inde et à d'autres pays du monde, nous n'y allons pas de main morte. C'est tout près